

#GIDSstatement 6 / 2022

Stefan Bayer et al.

Neuf thèses sur la guerre en Ukraine

Les conclusions et conséquences que l'on peut d'ores et déjà tirer de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine

#GIDSstatement | N° 6/2022 | Juillet 2022 | ISSN 2699-4372

La Bibliothèque nationale allemande enregistre cette publication dans la bibliographie nationale allemande ; des données bibliographiques plus détaillées sont disponibles sur : <http://dnb.dnb.de>.

ISSN 2699-4372

Cet article est protégé par la licence Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 International (attribution – pas d'utilisation commerciale – pas de modification). Pour en savoir plus sur cette licence, veuillez consulter le lien suivant : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>.



#GIDSstatement est publié par le German Institute for Defence and Strategic Studies (GIDS).

Les articles sont consultables gratuitement sur le site Internet du GIDS : www.gids-hamburg.de

Les avis des auteurs/autrices exprimés dans #GIDSstatement ne correspondent pas nécessairement aux positions du GIDS.

Traduit par : Office fédéral des langues – service linguistique.

Proposition de citation :

Stefan Bayer et al., Neuf thèses sur la guerre en Ukraine. Les conclusions et conséquences que l'on peut d'ores et déjà tirer de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, #GIDSstatement 6/2022, GIDS : Hambourg.

GIDS

German Institute for Defence and Strategic Studies
Führungsakademie der Bundeswehr
Manteuffelstraße 20 · 22587 Hamburg, Allemagne
Tel.: +49 (0)40 8667 6801
buero@gids-hamburg.de · www.gids-hamburg.de

Stefan Bayer, Sören Bernhardt, Sören Bock, Marie Fölger, Martin Hamm, Jerome Hartsuiker, Franziska Heinemann, Florian Henneke, Hendrik Hoppe, Nicolai Kreutzer, Burkhard Meißner, Tanja Merkl, Frank Neff, Severin Pleyer, Tobias Scheytt, Steven Scholz, Fabian Schroppe, Robert Stiller, Frank Weiske, Tobias Zernechel | German Institute for Defence and Strategic Studies

Neuf thèses sur la guerre en Ukraine

Les conclusions et conséquences que l'on peut d'ores et déjà tirer de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine

Préambule

Dans la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine (« l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine [traduit de l'allemand] » : Военная спецоперация России на Украине ou « l'opération spéciale pour la dénazification et la démilitarisation de l'Ukraine [traduit de l'allemand]»: спецоперация по денацификации и демилитаризации Украины), intensifiée depuis la fin février, laquelle avait déjà conduit à l'annexion de la Crimée en 2014 dans le cadre d'une guerre locale limitée, avant d'être menée depuis au prix de lourdes pertes dans les régions de Donetsk et Louhansk, la Russie a d'abord tenté fin février 2022, à travers une offensive rapide, mais finalement infructueuse, de prendre la capitale, de renverser le gouvernement et, selon la rhétorique de la propagande russe, de « démilitariser » et de « dénazifier » l'Ukraine. Actuellement, l'armée russe tente de conquérir et de soumettre de grandes parties des régions de Donetsk et de Louhansk par l'est et le sud, ainsi que le littoral de la mer d'Azov et la région au nord de la Crimée au sud, et ce, jusqu'au cours du Dnipro.

Cette agression qui fait penser au comportement des grandes puissances du 19^e et 20^e siècle et qui ne se déroule visiblement pas comme prévu ces dernières semaines, soulève des questions quant à une future politique étrangère, à la défense de l'Occident et aux maximes et planifications de futures actions militaires en général. Même s'il est pour l'heure impossible de fournir des réponses définitives à bon nombre de ces questions et à la question de l'issue et du résultat de la guerre d'agression en tant que telle que la Russie mène en ce moment contre l'Ukraine, nous sommes tout de même de l'avis que certains enseignements peuvent d'ores et déjà être tirés et que l'on peut les exposer sous forme de thèses. Ces thèses sont présentées dans ce qui suit sur la base d'une structuration qui tient compte du déroulement chronologique et factuel du conflit et en tirant des conclusions de ses prémisses et conditions, de son évolution et de ses conséquences vraisemblables.

Thèse 1 : En termes d'économie militaire, cette guerre d'agression livrée par Poutine est difficile à justifier – le rapport coût-bénéfice est fortement déséquilibré en défaveur de la Russie.

Des décisions économiques peuvent découler, au sens plus large, de considérations rationnelles, où l'on compare le montant des coûts attendus au montant des bénéfices attendus d'une telle décision. Ce calcul tient compte de tous les effets induits par la guerre et les compare au tout début des hostilités – dans l'idéal donc le 24 février 2022.

L'une des raisons des actions menées par le système autocratique de Poutine devrait résider dans la volonté de maintenir son propre régime au pouvoir. Ceci étant, ce n'est pas une Ukraine intégrée dans l'Occident qui viole des intérêts sécuritaires vitaux de la Russie, mais plutôt le fait qu'un pays voisin démocratique et « peuple frère » qui s'ouvre à l'Occident puisse représenter une alternative, un modèle et un facteur d'influence pour la population de la Fédération de Russie qui est susceptible de constituer un énorme danger pour ce régime. Par surcroît, une « victoire » remportée dans la lutte contre des soi-disant ennemis communs (« nazis », « génocide ») pourrait être exploitée à des fins de propagande au niveau de la politique intérieure. Il se peut que le régime ait sciemment accepté la perte de dizaines de milliers de soldats et de véhicules de combat afin d'asseoir son pouvoir, en supposant néanmoins que le bilan serait nettement moins lourd que l'on aurait cru dans les pays occidentaux. Le coût des sanctions a probablement été pris en compte, quoiqu'avec des répercussions moins graves. Les importantes réserves d'or et de dollars en sont un indice de même que les taux de remplissage étonnamment bas des réservoirs de gaz allemands sous contrôle russe dès l'automne 2021. Le régime russe a certainement mésestimé la légitimité et la reconnaissance du gouvernement à Kyiv, la volonté de défense des Ukrainiens et les capacités de l'ensemble des troupes impliquées. C'est ce que l'on peut en conclure vu que le régime avait fait diffuser par erreur, le deuxième jour de la guerre, un communiqué de victoire par le biais de l'agence de presse RIA Novosti, lequel a été mis hors ligne par la suite. Ce communiqué célébrait la victoire rapide, la réunification de la Russie avec l'Ukraine et la fin du soi-disant ordre mondial « occidental ».¹ Un autre indice allant dans ce sens est le fait que les troupes russes ont arrêté l'attaque sur Kyiv après avoir subi de lourdes pertes et qu'elles se sont retirées du nord de l'Ukraine au bout de six semaines.

Pour la Russie en tant qu'État faisant partie du système international, un gain en ressources et un possible affaiblissement de l'Occident, d'un côté, impliquent, de l'autre, des risques militaires et des pertes économiques quasiment assurées sur le long terme. Ces considérations comportaient des erreurs lourdes de conséquences.

On ne saurait interpréter le déclenchement de cette guerre comme étant une décision rationnelle et pondérée sous l'angle de la Russie en tant qu'État, mais tout au plus sous l'angle du régime et de sa volonté de se maintenir au pouvoir. Mais, dans ce cas aussi, des coûts exorbitants s'opposent à des bénéfices très peu probables qui ne pourront être réalisés que si le public russe ne perçoit pas l'antinomie entre la « libération » d'un « peuple frère » et la lutte impitoyable contre les « nazis » ainsi que le prétendu génocide comme la contradiction qui est pourtant réelle.

Le retrait des forces russes de Kyiv et leur concentration dans le Donbass montre pourtant que le régime russe s'efforce de tirer des leçons de la situation – cette décision

¹ Akopow 2022/Mayshev 2022.

devrait malgré tout s'avérer erronée elle aussi et les nombreuses victimes et les destructions massives qui en résulteront déboucheront sur une catastrophe.

On devrait donc partir du principe que Poutine et son gouvernement agissent rationnellement, c'est-à-dire qu'ils tentent d'orienter leur comportement selon leurs intérêts particuliers bien compris sur le long terme. C'est seulement à cette condition que l'on peut garder l'espoir de comprendre d'une certaine manière la façon d'agir de la Russie et de pouvoir influencer sur celle-ci. On peut supposer que le gouvernement continuera d'avoir la volonté et la capacité de faire un calcul sur une base raisonnable, qu'il aura les compétences intellectuelles requises et qu'il saura se maîtriser. Il convient cependant d'adopter la perspective du régime russe lorsque l'on parle des aspects militaro-économiques des actions russes et non en premier lieu celle de l'Occident. Néanmoins, tout porte à croire que les réflexions russes se sont appuyées sur des fausses perceptions et des erreurs de jugement considérables. L'Occident devrait avoir intérêt à tâcher d'influer sur les perceptions et estimations russes à travers la diplomatie et d'autres canaux de communication appropriés. Un échange plus intense avec la Russie et une meilleure connaissance du pays prendront probablement une place importante dans un avenir proche et dans les années à venir.

En ce moment, selon la perspective du régime à Moscou, il semble coûter plus cher de mettre un terme à la guerre d'agression déclenchée que de la poursuivre, car, sans une « victoire » russe, l'existence et la sécurité du régime lui-même seraient potentiellement en jeu. À court terme, ni des livraisons d'armes ni un durcissement des sanctions n'y changeraient grand-chose. Néanmoins, des mesures visant à maximiser les coûts côté russe – par le biais de la livraison d'armes, d'avions et de munitions ainsi que des sanctions – pourraient du moins représenter un moyen efficace de pousser la Russie à ouvrir la porte à une solution négociée. Mais ce qui importera nettement plus pour les soutiens de l'Ukraine, y compris le gouvernement fédéral allemand, c'est de réduire le bénéfice attendu côté russe à un minimum, du moins à moyen et long terme. Cela permettrait de rendre une poursuite de la guerre en Ukraine et son extension au-delà des frontières ukrainiennes moins probables. Pour ce faire, tout dépendra d'un régime de sanctions bien conçu, conséquent, durable et s'inscrivant dans la durée et de la poursuite vis-à-vis de la Russie – comme fournisseur de ressources naturelles et débouché commercial – d'une future politique plus réservée et moins basée sur l'espoir, mais plutôt sur la réciprocité, ainsi que de clairement faire passer ce message sans laisser place à l'ambiguïté.

Thèse 2 : La politique poursuivie par l'Allemagne (politique énergétique, refus de livrer des armes, politique envers l'Ukraine et la Russie) n'a pas su saisir, au cours de la décennie passée, le côté social et culturel du conflit. Elle n'a donc pas contribué à ce qu'une guerre ne soit évitée, mais au contraire a rendu son déclenchement plus probable.

Au plus tard depuis 2008, la politique étrangère et de sécurité allemande s'est vue confrontée à une rhétorique et politique manifestement de plus en plus agressive et expansionniste de la part du gouvernement russe. Début avril 2008, peu de temps avant la fin de son mandat en tant que président de la Fédération de Russie, le président russe Vladimir Poutine a nié le droit à l'existence de l'Ukraine dans son discours prononcé lors du sommet de l'OTAN à Bucarest : un tiers des Ukrainiens seraient des Russes

ethniques et la Crimée ferait partie du territoire russe.² Déjà à l'époque, ce discours a été interprété comme l'annonce d'une guerre pour l'Ukraine. À la mi-avril de la même année, la Russie a conféré à ses relations avec les séparatistes en Abkhazie un cadre juridique solide et a préparé, durant les mois suivants, la brève guerre que le gouvernement géorgien, qui s'est vu provoqué à son tour, a ensuite déclenché en été. Dans la même année, l'OTAN a ouvert à l'Ukraine une perspective d'adhésion lors du sommet de l'OTAN à Bucarest.³ C'est aussi en raison des objections allemandes contre une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN que ce projet ne s'est finalement pas réalisé. En 2014, la Russie a conquis la Crimée et a attaqué les territoires de Donetsk et de Louhansk – une guerre régionale entre la Russie et l'Ukraine y fait rage depuis lors. Par la suite, l'Allemagne et la France ont tenté en vain de concilier des éléments d'un cessez-le-feu et d'un traité de paix sous la forme des « accords de Minsk ».⁴ Ni cette manière d'agir ni les sanctions modérées, imposées contre la Russie dans les années suivantes, ont mené à la paix. Malgré cela, l'Allemagne a concrétisé le projet de gazoduc « Nord Stream 2 » conjointement avec la Russie, et ce seulement un an après le début de cette guerre, lequel pesait durablement sur les relations de l'Allemagne avec l'Ukraine et avec bon nombre d'alliés de l'OTAN au cours de ces dernières années – au nom d'une politique extérieure dite « multilatérale ».⁵ L'Allemagne se montrait depuis ce temps très réservée à l'égard d'une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN ou à l'UE et de la plupart des formes d'une collaboration, mais aussi face à toute critique dirigée contre ce projet de gazoduc. À la différence des États-Unis, l'Allemagne n'a pas livré des armes, ni même en 2021, lorsqu'il était devenu indéniable que la Russie était en train de masser des troupes en direction de l'Ukraine. Même à ce jour, le gouvernement allemand demeure plus réticent que beaucoup d'autres membres de l'OTAN quant à la question d'un soutien de l'Ukraine en armes et en matériels. La politique allemande a longtemps rechigné à soutenir les efforts de dissuasion contre une nouvelle agression de l'Ukraine par la Russie, tels qu'ils ont notamment été consentis par les États-Unis et les pays membres de l'OTAN en Europe orientale. Durant de longues années, les actions de l'Allemagne n'ont guère contribué à garder les positions de l'OTAN concernant l'Ukraine le moins hétérogène et contradictoire possible, mais elles ont plutôt eu l'effet inverse. De ce point

² UNIAN 2008.

³ NATO 2008.

⁴ Handelsblatt online 2015. Pour un traité international, il est maladroit de faire le lien entre des ententes sur une trêve, un retrait d'armes et un échange de prisonniers, typiques pour un traité d'armistice, et des accords sur des contrôles frontaliers, des élections locales et des réformes constitutionnelles, que stipulent généralement les traités de paix. Car des accords qui comportent des horizons temporels si éloignés les uns des autres, comme des réformes constitutionnelles d'un côté et des retraits de troupes de l'autre, ne peuvent pas s'inscrire dans une logique de progrès « pas à pas » revêtant le même caractère obligatoire et le manque de volonté de respecter les engagements à long terme entraverait, par la suite, la volonté nécessaire de respect des engagements à court terme et inversement. La soi-disant « formule de Steinmeier », censée concilier ces différentes perspectives temporelles concernant les élections locales dans le Donbass et l'instauration de nouveaux statuts d'autonomie régionaux (mise en vigueur provisoire des statuts, élections dans les territoires contrôlés par la Russie, vérification internationale de la conformité du processus électoral, mise en vigueur définitive des statuts), n'a jamais été acceptée par les intéressés comme remède aux erreurs fondamentales de cette conception et est, à ce jour, interprétée en Ukraine comme un élément relevant de la supercherie.

⁵ Cf. Energie Vision.

de vue, l'Allemagne n'a pas apporté de contribution visant à réduire la probabilité d'une attaque, mais elle a notamment poursuivi des intérêts économiques.

Le comportement toujours plus agressif de la Russie a été largement ignoré en Allemagne, alors que les velléités expansives et la rhétorique propagandiste du gouvernement russe étaient notoirement connues.⁶

Des mises en garde justifiées et des expériences concrètes de partenaires occidentaux et est-européens ont été écartées à tort comme étant infondées. Ce faisant, la politique et l'économie allemandes étaient marquées par le narratif selon lequel l'ancienne confrontation des blocs avait été surmontée et que l'on entretenait des relations historiques particulières avec les pays de l'Europe de l'Est. Dans ce contexte, l'Allemagne a contribué de manière substantielle à ce que la communauté des États occidentaux ait adopté une attitude plus indifférente vis-à-vis de l'Ukraine qu'à l'égard de la Russie, comme plus grand pays.

Le fait que l'Ukraine pro-occidentale ne pouvait compter sur aucun soutien tangible aura vraisemblablement conforté la Russie dans sa poursuite de l'escalade dans la périphérie européenne et les futurs développements en Ukraine aussi bien qu'en Europe en général dépendront également du degré de détermination dont l'Europe, l'Occident et surtout l'Allemagne voudront et pourront faire preuve.

Le passage de la structure de l'opinion publique russe à un monopole de l'opinion détenu par le gouvernement, la propagande expansionniste, prônant une Grande Russie, et en partie panslaviste menée également aux Balkans, l'orientation d'une bonne partie du produit national brut au profit d'efforts d'armement, de la propagande et des activités visiblement hostiles vis-à-vis de l'Ukraine, l'absence d'un développement durable de la société et de l'économie de la Russie : la politique étrangère et de sécurité allemande aurait dû être en mesure de reconnaître à temps les présages sociaux et culturels d'une guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine qui se profilait.

Au plus tard depuis la seconde guerre de Tchétchénie et jusqu'à l'intervention de la Russie en Syrie, l'expansionnisme russe se dessinait ostensiblement. Même les violations manifestes d'accords bilatéraux et de déclarations de volonté, comme le mémorandum de Budapest, stipulant que la Russie s'engage à garantir l'intégrité territoriale de l'Ukraine en échange de la renonciation aux armes nucléaires par cette dernière en 1994⁷, n'ont entraîné ni un véritable revirement dans la politique étrangère, sécuritaire et économique allemande à l'égard de la Russie, ni des conséquences douloureuses suite aux violations du droit par la Russie, ni un changement de la politique peu empathique de l'Allemagne vis-à-vis de ses partenaires au sein de l'UE et de l'OTAN. Cette politique peu déterminée⁸ a laissé penser, après les expériences faites en 2008 et en 2014, qu'aucune réaction ferme de la part de l'Occident et notamment de l'Allemagne ne serait à craindre si la Russie devait retenter d'envahir un autre pays.

Il s'est avéré que les approches suivies, dont on avait attendu un accès à la Russie et éventuellement un effet pacificateur (« le changement par le commerce »), n'ont finalement pas pu remplir cette fonction pacificatrice : une politique étrangère

⁶ Schmid 2016.

⁷ Nations unies 1994.

⁸ Il est acté dans le protocole du sommet de l'OTAN à Bucarest que l'Ukraine est censée devenir membre de l'OTAN, mais l'Allemagne et d'autres pays ont considérablement freiné ce développement. Les sanctions imposées contre la Russie demeuraient très limitées et l'Allemagne a intensifié sa coopération énergétique avec la Russie, même après la guerre de 2014.

« multilatérale » qui ne tient pas suffisamment compte des partenaires en Europe médiane, le renoncement aux livraisons d'armes à l'Ukraine à la veille de la guerre, la coopération germano-russe sur le plan économique et l'ambiguïté face à l'Ukraine.

Thèse 3 : Le plus grand obstacle à l'adaptation à un environnement changeant (apprentissage organisationnel) est l'incapacité de « désapprendre ». Le fait de se focaliser sur sa propre image identitaire, ses traditions, ses points de vue et ses consignes – toute la mémoire organisationnelle – dans la Bundeswehr et au-delà n'a pas permis de se concentrer sur l'essentiel stratégique et a, pis encore, contribué à ce que le regard en soit détourné.

Les forces armées, de plus en plus marginalisées dans le débat sociétal au cours des années dernières, ont manqué d'intervenir activement et objectivement dans les consultations dans le cadre de questions stratégiques. Vers l'extérieur, elles semblent s'être contentées de leur existence dans l'ombre de la perception publique et, vers l'intérieur, elles se sont concentrées sur l'accroissement de leur bureaucratie et des réglementations qu'elle génère (droits de l'approvisionnement, des marchés publics et des contrats). Les aspects formels et légalistes effleurés dans le présent document avaient donc clairement du poids, au cours de ces dernières semaines, dans les discussions sur les possibles livraisons d'armes et de matériels à l'Ukraine, les différentes garanties et sécurités que l'on pourrait fournir pour l'usage de ces matériels, les listes et formulaires nécessaires à cette fin, les consignes applicables aux mises en stock et aux durées de stockage, etc. Pour l'instant, la Bundeswehr en tant qu'organisation a encore visiblement du mal dans la situation actuelle (comme toute la société allemande à ce qu'il semble) à adapter son orientation, son langage, son état d'esprit et son fonctionnement au « tournant historique » souvent évoqué. Pour réaliser ce tournant, la société et le monde militaire et leur façon d'engager des débats devront pourtant changer profondément. Cela comprend certainement la réduction de la bureaucratie militaire, mise en place en temps de paix, à un niveau plus fonctionnel et un désapprentissage organisationnel au sein de la Bundeswehr afin de pouvoir aligner le tournant historique sur les besoins.

La République fédérale d'Allemagne, sa société et son État devraient écouter leurs propres experts militaires et avoir confiance en leur jugement. À l'inverse, les forces armées ne devraient plus tarder à faire le pas vers le public, demandé depuis un bon moment en interne, sans crainte formaliste ni peur de susciter l'émoi. Des forces armées alignées sur la formation morale et civique (« Innere Führung ») et le commandement par objectif (« Auftrags-taktik ») devraient pouvoir trouver leur place dans le système politique et dans le paysage médiatique public. Ici, il s'agit effectivement de « désapprendre » les inhibitions et d'acquérir des connaissances en matière de communication.

Thèse 4 : La guerre est menée des deux côtés non seulement au moyen de forces régulières, notamment professionnelles, mais aussi en se servant de conscrits et, du côté de l'Ukraine, elle se manifeste sous la forme d'une sorte de guerre populaire impliquant également des volontaires et une défense civile : il nous faudrait réfléchir à une défense totale et nous devrions, à cette fin, acquérir des connaissances culturelles sur le monde, les éventuels acteurs ainsi que les possibles risques/menaces.

Clausewitz s'est déjà penché sur le phénomène de la guerre populaire à la suite de l'écrasante défaite que l'armée prussienne a dû essuyer face à l'armée napoléonienne. Selon Clausewitz, l'armement du peuple est une forme spécifique d'une guerre défensive.⁹ Dans la guerre que la Russie mène contre l'Ukraine aussi, les défenseurs ukrainiens ont recours aux moyens de la guerre populaire afin de compenser l'infériorité de leurs forces régulières sur les plans technique et numérique. Ils font face à une armée en supériorité numérique et technique d'un pays qui cherche à les soumettre. Comme ce fut le cas pendant les guerres napoléoniennes, cela comporte le risque de violences déchaînées et d'atrocités.

Du côté des défenseurs ukrainiens, une vaste majorité de la population est prête à résister et à lutter contre les envahisseurs. L'instauration de la loi martiale et l'interdiction de quitter le pays pour tous les hommes âgés de moins de 60 ans, conjuguées aux expériences de guerre faites dans l'est du pays depuis huit ans, ont été des catalyseurs d'un développement conduisant à une *total defence* [défense totale].

Le début de l'invasion russe en Ukraine et la déclaration gouvernementale du chancelier fédéral Olaf Scholz, prononcée le 27 février 2022, avec l'annonce d'une augmentation du budget militaire et de la mise à disposition d'un volume de dette de l'ordre de 100 milliards d'euros censé combler les déficits d'investissement actuels de la Bundeswehr, ainsi qu'une perception visiblement différente de la menace émanant de la Russie devraient avoir sensibilisé une large partie de la société sur l'importance de la défense, même en Allemagne. L'exemple de la défense ukrainienne contre l'attaque russe devrait être l'occasion de réfléchir à l'utilité d'une défense globale – la défense du territoire, c'est-à-dire une défense qui englobe le côté civil et le côté militaire –, mais aussi aux aspects d'une telle approche qui risquent d'entraîner une aggravation du conflit.¹⁰

De plus, l'exemple du conflit entre l'Ukraine et la Russie et l'évolution de la guerre entre ces deux pays montrent qu'il sera utile pour la Bundeswehr d'acquérir davantage de connaissances sur les cultures, les attitudes, les positionnements et les situations des nations du monde, notamment en Europe orientale. Ni les problèmes de l'armée russe ni la volonté et les capacités de la société et des forces armées ukrainiennes de se défendre avec succès n'avaient été, au début des hostilités, correctement évaluées par les experts militaires, à ce qu'il semble. C'est surtout l'illusion sécuritaire de projeter la perspective de l'Europe centrale sur d'autres cultures, systèmes et formes de comportements qui comporte d'importants risques d'erreurs d'estimation et de jugement. Les cultures, langues et littératures du monde devraient, au même titre, occuper une place plus importante dans la formation des officiers. Une seule chaire en histoire de l'Europe

⁹ Clausewitz 1980 [1832] : livre VI, chapitre 26 ; Müller 2021 : chapitre 10.

¹⁰ Spannocchi/Brossolet 1977 ; Afheldt 1976.

orientale sera à peine suffisante pour assurer l'orientation culturelle et en matière d'histoire régionale de la Bundeswehr, dans un monde marqué par des conflits aux répercussions planétaires. Des cultures, langues, systèmes et développements arabes, asiatiques, africains et sud-américains méritent que l'on leur consacre des études et recherches au moins aussi compétentes – cela représenterait un investissement relativement modeste au profit de notre sécurité dans le monde par rapport aux efforts faits dans les domaines de l'économie industrielle et commerciale et de la technologie.

Thèse 5 : Le caractère commun des actions prises par les Européens, induit par la guerre, est remarquable – néanmoins, malgré la boussole stratégique, le flou demeure pour le moins sur la question de savoir si l'Europe et l'Union européenne (UE) pourront augmenter leur capacité d'agir : une politique (de sécurité) européenne continue d'impliquer la coordination des différents États membres afin de sonder les divergences d'intérêts existantes et de pouvoir construire des convergences d'action. Tout leadership en Europe ou par l'UE en demeure tributaire.

Le degré d'unité « de l'Occident », notamment de l'Europe, a fortement varié au cours de la crise, mais la Russie semble longtemps l'avoir évalué comme faible ou du moins peu probable. Cette unité et cet esprit de cohésion se sont nettement et rapidement accrus à la suite de l'agression russe – de toute autre manière qu'après l'annexion de la Crimée en 2014. L'UE s'est manifestée comme un acteur perceptible, d'un côté par le biais de la Commission européenne, de l'autre en tant qu'organisateur et négociateur du soutien de l'Ukraine fourni par les différents États. Certainement à la surprise de Poutine aussi – l'Europe faisant bloc contre l'agression de la Russie contre l'Ukraine peut être, à ce jour, interprétée comme l'une de ses plus grandes erreurs de jugement d'avant la guerre.

Quant à une politique de sécurité et de défense cohérente de l'UE, le rapprochement des Européens face à l'agresseur russe était pourtant basé sur une motivation extrinsèque plutôt qu'intrinsèque. On s'en aperçoit à l'heure actuelle, lorsque l'on regarde par exemple les difficultés de trouver un terrain d'entente, à l'échelon européen, sur de nouvelles sanctions visant les importations de charbon, de pétrole et de gaz en Europe, ainsi que la question de savoir comment l'Europe compte réagir face à l'arrêt des livraisons de gaz vers la Pologne et la Bulgarie. Par surcroît, le risque que des sanctions soient contournées est toujours présent. Il en existe des preuves récentes, même au sein des pays membres de l'Union européenne. Au cours de cette guerre que l'Ukraine mène déjà plus longtemps et avec plus de succès que beaucoup ne croyaient, les positions divergentes des différents États membres de l'UE se font à nouveau plus visibles. La « boussole stratégique » de l'Europe ressemble dans ce contexte à une déclaration d'intention des États membres plutôt qu'à un programme politique censé orienter la politique de sécurité et de défense commune. Mais le caractère intergouvernemental de la boussole stratégique laisse craindre un délitement de l'unité de l'Europe, si la pression extérieure s'affaiblit (ce que l'on peut déjà observer régulièrement lorsque les états d'urgence existants perdurent), ce qui pourrait jouer en faveur de Poutine à moyen terme. Une telle situation est à éviter dans la politique européenne vis-à-vis de Poutine et ce danger reste à observer pour empêcher que cette éventuelle faiblesse ne soit exploitée.

L'agresseur lui-même ne cesse de tester l'Europe en coupant sélectivement les livraisons de gaz vers des États membres sélectionnés de l'UE.

Thèse 6 : L'évolution de la guerre prouve le rôle décisif de la mobilisation et de l'exploitation partagées et latérales de connaissances, allant également au-delà des limites des forces armées et intégrant d'autres acteurs. Une conception statique et monolithique du commandement s'oppose à des formes d'expression d'opinions multipolaires et à une politique d'information ouverte.

L'évolution de la guerre prouve le rôle décisif d'une mobilisation partagée et latérale de connaissances, ne suivant pas seulement les échelons de la hiérarchie, mais qui va également au-delà des limites des forces armées et inclut d'autres acteurs et systèmes. Des exemples en sont l'appel du gouvernement ukrainien à sa propre population de fabriquer des cocktails Molotov et de les utiliser pour la défense¹¹ ou bien les activités du collectif de hackers Anonymous, qui est, selon Twitter, officiellement en guerre contre le gouvernement russe et qui a lancé des cyberattaques, y compris contre le ministère de la Défense de la Fédération de Russie.¹² Les adeptes de drones qui ont fondé le groupe Aerorozvidka pour fournir des données à l'armée, notamment l'artillerie, représentent un exemple d'une telle mobilisation latérale des connaissances. Le groupe s'est même vu attribuer le nom de « war startup » [start-up de guerre].¹³ Dans un bon nombre de ces cas, c'est notamment l'Internet qui offre des possibilités de mobilisation, d'interconnexion, d'harmonisation et de transfert de connaissances. Or, la mise à disposition des informations se fait sans contrôle de l'État.

Tandis que des attaques organisées de manière autonome ainsi que la défense contre des forces russes ou l'État russe suscitent le débat sur un statut légal de combattant, ces acteurs ne sont pourtant pas tous sous le commandement direct des forces armées ukrainiennes. Quant à Anonymous – qui, comme le nom l'indique déjà, n'est pas un acteur individuel ou identifiable –, il est à noter que le gouvernement ukrainien n'est pas en mesure d'exercer une fonction de pilotage sur ce groupe ou de coordonner ses activités. Toutefois, l'acteur déploie son effet, susceptible d'être en conformité avec les objectifs fixés par l'État ukrainien ; du moins dans l'environnement informationnel.

Les phénomènes que l'on peut observer en Ukraine mettent à l'épreuve toute conception de commandement des forces armées à la fois hiérarchique et basée sur des structures clairement définies et établies au niveau institutionnel. La collaboration avec des acteurs, qui ne sont pas directement commandés ou intégrés dans les planifications, dont les actions ne sont pas contrôlables et dont les forces armées peuvent seulement espérer que les objectifs concordent avec les leurs, comporte un risque élevé. Leur utilité est néanmoins évaluée comme bénéfique par le gouvernement ukrainien qui ose prendre le risque qui y est associé.

Une des conclusions pour la Bundeswehr devrait consister à discuter des manières d'aborder les différentes formes d'expression d'opinions multipolaires et de politique d'information ouverte ainsi que de mettre en place des meilleures pratiques si besoin

¹¹ Euronews 2022.

¹² Milmo 2022.

¹³ Tucker 2015.

est. En plus de l'évaluation des méthodes ukrainiennes, une éventuelle approche serait de scruter à quel point les opérations en soutien aux forces et moyens civils selon le principe allemand de l'entraide administrative (au titre de l'art. 35 de la loi fondamentale allemande) établissent des rapports de collaboration avec la population et des organisations civiles. Par ailleurs, les structures de commandement d'*Insurgencies* [insurrections] devraient faire l'objet d'un examen, puisque celles-ci misent également sur la mobilisation latérale des connaissances et sur l'Internet comme média et ne disposent pas toujours d'une structure de commandement et de contrôle hiérarchisée.

L'armée allemande devrait en outre développer des formes de communication des objectifs stratégiques, afin de permettre aux acteurs qui ne sont pas placés sous un commandement, d'agir conformément à ceux-ci. Il importe toutefois de prendre en considération le fait qu'une communication trop ouverte risque de mettre en péril l'atteinte de ces objectifs, notamment aux niveaux tactique et opératif.

Thèse 7 : La Russie a perdu la guerre sur le plan stratégique, dont les conséquences seront à supporter, en majeure partie, par les Européens.

L'objectif déclaré du président russe Vladimir Poutine était d'empêcher l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN, d'y renverser le régime (« dénazification ») et, dans ce but, de prendre la capitale de Kyiv, de « démilitariser » l'Ukraine et de mettre en place un pont terrestre entre le Donbass et la Crimée. Au départ, le plan russe prévoyait même que les troupes russes allaient être accueillies comme des libérateurs, qu'elles devaient rapidement prendre Kyiv et, en à peine deux jours, présenter au monde un nouvel ordre mondial. Ainsi l'avait annoncé par erreur un communiqué de victoire publié par RIA Novosti le 26 février 2022.¹⁴

L'Ukraine envisageait d'adhérer à l'OTAN depuis 2008 (sommet de l'OTAN de Bucarest) ; mais des États influents au sein de l'Alliance, y compris l'Allemagne, s'y sont opposés. L'adhésion à l'OTAN semble donc un peu plus éloignée depuis un moment, même si la constitution ukrainienne la prévoit expressément. On ne peut tout de même pas dire que la Russie, en déclenchant cette guerre, soit parvenue à empêcher, sur le plan stratégique, cette adhésion ainsi que l'intégration de l'Ukraine à l'Occident. Car la décision prise lors du sommet de l'OTAN de Bucarest en 2008 et le fait de maintenir le cap même après 2014, c'est-à-dire de ne pas intégrer l'Ukraine à l'OTAN et à l'UE malgré toutes les menaces qu'elle subissait, avaient déjà cet effet. Les chances sont faibles que la Russie parvienne à réaliser un *regime change* [renversement de régime] en Ukraine. Cela laisse entrevoir une déroute stratégique de la Russie vu qu'un tel *regime change* semble désormais moins réaliste qu'avant même le début des hostilités. À cela s'ajoute que l'attaque sur Kyiv, qui avait pour but de renverser le régime, a échoué, et la Russie a reconnu y avoir mis fin.¹⁵

Mais les prémisses de la stratégie russe étaient erronées, c'est-à-dire la soi-disant illégitimité du gouvernement à Kyiv, les désaccords fondamentaux au sein de « l'Occident collectif » et le manque de capacités de l'armée ukrainienne. La Russie ne peut plus, à cet égard, réaliser ses objectifs stratégiques primordiaux – prendre rapidement la

¹⁴ Voir ci-dessus Note en bas de page 1.

¹⁵ Watling/Reynolds 2022.

ville de Kyiv et remplacer le gouvernement – et elle a donc perdu la guerre sur le plan stratégique.

La propagande de la Russie de Poutine tentera de présenter toute issue de la guerre comme une victoire et ne cessera de se féliciter, y compris sur la scène internationale, de la libération des minorités russes dans le Donbass et dans la région de Louhansk.

En raison de son économie faible, la Russie ne sera guère en mesure de réparer les dégâts dus aux hostilités et de reconstruire l'Ukraine, quelle que soit la manière dont la guerre prendra fin. Mais les Européens devraient avoir intérêt, en termes économiques et sécuritaires, à faire avancer de façon décisive la reconstruction et à ancrer l'Ukraine reconstruite dans les chaînes de valeur internationales, éventuellement à l'instar du plan Marshall états-unien réalisé après la Seconde Guerre mondiale. Les Européens devraient également avoir intérêt à rapprocher étroitement l'Ukraine de l'UE et à s'assurer qu'une éventuelle influence de la Chine ne devienne trop puissante.

Thèse 8 : Un ordre d'après-guerre est difficilement imaginable sans Poutine. Y réfléchir dès à présent représente une tâche stratégique centrale.

« L'Occident » va devoir engager une réflexion sur la façon de composer avec la Russie à moyen terme. Dans ce contexte, des scénarios fantaisistes, souhaitant vivement un « tyrannicide » ou un rétablissement quelconque de l'ordre de sécurité en Europe de l'Est, en côtoient d'autres, où l'on part du principe que la Russie continue d'être gouvernée de manière autoritaire par Vladimir Poutine ou par un sympathisant comparable qui est affilié à son système politique. Des modifications des scénarios précités sont également possibles.

Les médias ont couvert, au cours des semaines passées, la guerre d'une façon personnalisée ; cette guerre est dénommée entre guillemets « la guerre de Poutine » (par le chancelier fédéral Olaf Scholz) ou Poutine est qualifié de « criminel de guerre » (par le président américain Joe Biden). Il serait utile de diminuer la dimension de cette personnalisation, que ce soit pour garder l'esprit suffisamment ouvert aux différentes conceptions concernant un possible avenir russe ou pour s'accorder sur la future manière d'aborder la Russie et la société russe. Cette guerre n'est pas seulement un projet du président russe Poutine, mais aussi du secteur militaire et de l'appareil sécuritaire, du parti « Russie unie » (Единая Россия) appuyant Poutine, ainsi que des publicistes et journalistes qui le soutiennent.

Une tâche importante consistera à identifier de manière ciblée des portes d'entrée et canaux de communication dans ces groupes et au sein des élites de la Russie, vu qu'un bouleversement révolutionnaire du pouvoir étatique russe semble plutôt improbable et que de possibles futurs interlocuteurs appartiendront en majeure partie à ces cercles. Beaucoup dépendra de la volonté desdits acteurs de réengager petit à petit le dialogue avec l'Europe et les États-Unis. D'éventuelles coopérations dépendront de la question de savoir comment une Russie autoritaire et peu innovante s'attaquera à la tâche de se reconstruire économiquement et militairement. Les futures relations devraient toutefois être basées plus rigoureusement qu'auparavant sur des principes de réciprocité, d'égalité, de transparence ainsi que de plausibilité.

Indépendamment du degré de coopération et de commerce que l'on considérera comme adéquat à l'avenir et du degré de distance vis-à-vis de la Russie que l'on percevra comme autorisé ou nécessaire : à l'avenir, l'évaluation de cette question devrait plus

qu'avant faire l'objet d'une décision commune des alliés de l'OTAN, des Européens, des pays voisins de l'Allemagne et de l'Allemagne. Notamment l'opposition manifeste de l'Allemagne, depuis 2014 au plus tard, aux intérêts déclarés de ses voisins et alliés, en adoptant une politique étrangère dite « multilatérale », a affaibli l'OTAN, précarisé la situation de ces voisins et constitué une menace supplémentaire pour l'Ukraine, laquelle n'a reçu que très peu de soutien dans sa guerre incessante contre la Russie qui dure depuis 2014. Pendant cette période, l'Allemagne a donné plus de poids à ses propres intérêts économiques qu'aux intérêts, conclusions et expériences des alliés limitrophes de la Russie. En revanche, l'Allemagne devrait dorénavant veiller à ce que les relations qu'elle envisage d'entretenir avec la Russie soient articulées de concert avec ses voisins et alliés. Ce qui deviendra encore plus important que la question de savoir quel degré de coopération économique avec la Russie paraît adéquat sera probablement celle de savoir dans quelle mesure la coopération économique pourra permettre la reconstruction de l'Ukraine et son fonctionnement comme partie intégrante des chaînes de valeur occidentales.

Ce point commun entre l'OTAN et l'UE devrait également représenter le meilleur moyen pour contrer la montée en puissance de systèmes autocratiques agressifs affichant un « esprit missionnaire mondial » et ayant déclaré leur opposition à l'ordre démocratique ; pour ce faire, il convient de rechercher la codification d'un catalogue de valeurs communes en matière de politique étrangère et la disposition à mettre ce dernier en place et à l'appliquer.

Thèse 9 : Cette guerre change le regard que portent la politique et la société sur les forces armées. Les forces armées devront apprendre à faire face à un public désormais plus attentif, bienveillant et favorable à leur égard.

Une prémisse largement partagée de la politique étrangère allemande pendant la période après la réunification était un axiome de la paix : l'idée que seule la diplomatie suffirait à garantir l'instauration et le maintien d'un ordre fondé sur des règles d'une part et le règlement de conflits interétatiques de l'autre. Dans une mesure limitée, l'Occident s'est servi également de sa puissance économique (sanctions) afin de faire valoir ses intérêts et a restreint l'usage et la menace de la force militaire aux interventions en cas de catastrophe humanitaire et à la prétendue *state building* [édification de l'État]. Depuis le début de la guerre en Ukraine, le fait que cet axiome est erroné et réducteur serait devenu une certitude, y compris dans l'opinion publique allemande. Le rôle mineur qu'une politique tenue par cet axiome attribuait au volet militaire se reflétait également dans le sous-financement et témoigne de la faible estime portée à l'institution militaire et aux soldats. Or, le nouveau regard sur le caractère constitutif de la sécurité militaire au profit de notre sécurité nationale et sociétale se traduit désormais par des dépenses, de l'intérêt, de la bienveillance et de la reconnaissance accrues pour les deux.

Le manque d'intérêt de la part de l'État et de la société à l'égard du militaire et de la Bundeswehr s'est traduit par le fait que cette dernière a largement renoncé à satisfaire un tel intérêt. « Communication stratégique » voulait dire pour la Bundeswehr, quant au regard porté sur la société allemande : campagnes de recrutement et relations publiques. La Bundeswehr ne se montre ni ouverte ni prête aux dialogues, raisonnements et argumentations, que ce soit vers l'extérieur ou vers l'intérieur, mais elle paraît nettement

plus fermée et repliée sur elle-même qu'à l'époque du service militaire obligatoire. La situation actuelle en Ukraine a enclenché un vaste débat médiatique sur le rôle et la nécessité de la Bundeswehr, mais ce qui saute aux yeux, c'est le nombre considérablement élevé d'anciens officiers et soldats et le nombre considérablement bas de militaires d'active qui y donnent le ton.

Une Bundeswehr de plus en plus présente dans les médias devrait toutefois être vue comme une opportunité de devenir une partie intégrante de la société malgré la suspension du service militaire obligatoire. Pour y arriver, la Bundeswehr et son personnel nécessitent davantage de capacités et de volonté de mener des débats. La Bundeswehr doit apprendre à écouter, réfléchir, discuter, argumenter et présenter.

Perspectives

D'importants changements sont attendus en Allemagne et au sein de la Bundeswehr. Non seulement la politique, la société et l'économie seront obligées de faire preuve de la volonté d'apprendre et de s'adapter et de se doter des capacités correspondantes. Cela rapprochera la politique et la société du militaire et de la Bundeswehr ainsi que de leurs problèmes et inversement : la Bundeswehr se prononcera plus clairement et sera plus à l'écoute dans la société, dans la politique et dans les médias. Dans le même temps, elle devra profondément repenser, replanifier et reformuler des questions en matière de conduite et de prévention de la guerre.

Cela nécessitera plus d'efforts et un changement de culture de communication dans la Bundeswehr : l'ouverture d'esprit à la place des réserves et du repli sur soi-même communément répandus en ce qui concerne les débats politiques, scientifiques, économiques et culturels ; le courage, l'esprit novateur et la liberté de pensée et d'expression à la place d'un certain formalisme bureaucratique dans un souci de sécurité, qui est monnaie courante au sein de la Bundeswehr.

Les universités de la Bundeswehr pourraient et devraient devenir des moteurs de ce développement : elles devraient créer des filières d'études qui se consacrent, par une approche scientifique, aux régions de conflit dans le monde du 21^e siècle. Études africaines, slaves et de l'Europe orientale, de l'Amérique du Sud, de l'Asie, etc. Les universités devraient réserver une large place à l'IA, aux drones et aux robots dans le domaine de la recherche et de l'enseignement et étudier ces technologies plus en détail qu'avant, dans leurs contextes sociaux, économiques, politiques et historiques : comme des pratiques culturelles.

Sans ouverture d'esprit et liberté, ce changement culturel de la Bundeswehr ne pourra guère aboutir, ce dernier étant pourtant nécessaire pour faire face aux menaces qui se profilent pour les décennies à venir. Autrement dit : une Bundeswehr qui participe aux développements et aux débats et réflexions portant sur la paix, la sécurité, la défense et l'armement serait bien avisée de ne pas réduire ses universités à des casernes et de les couper de la société en les déclarant « zones militaires sensibles ».

Bibliographie

- Afheldt, Horst (1976) : Verteidigung und Frieden. Politik mit militärischen Mitteln, Hanser : Munich.
- Akopow, Pjotr (2022) : Das Hereinbrechen Russlands und einer Neuen Welt, paru dans : RIA Novosti du 26/02/2022 [version originale : Петр Акопов, Наступление России и нового мира - РИА Новости, 26/02/2022], <https://web.archive.org/web/20220226051154/https://ria.ru/20220226/rossiya-1775162336.html/>, dernière consultation le 07/07/2022.
- Clausewitz, Carl von (1980 [1832]) : Vom Kriege : Hinterlassenes Werk des Generals Carl von Clausewitz : édition complète avec le texte original, trois parties réunies dans un seul tome, 19e édition, Dümmler : Bonn.
- Energie Vision (2015) : OVM unterzeichnet Gesellschaftsvertrag für Nord Stream 2-Projekt für Gaspipeline, 01/09/2015, <https://www.energievision.com/omv-unterzeichnet-gesellschaftsvertrag-fuer-nord-stream-2-projekt/>, dernière consultation le 07/07/2022.
- Euronews (2022) : Krieg in der Ukraine : Auch Kinder produzieren Molotow-Cocktails, 02/03/2022, <https://de.euronews.com/2022/03/02/krieg-in-der-ukraine-auch-kinder-produzieren-molotow-cocktails>, dernière consultation le 07/07/2022.
- Handelsblatt (2015) : Erklärung von Minsk im Wortlaut. Vier Mächte sollen Friedensplan überwachen, 12/02/2015, <https://www.handelsblatt.com/politik/international/erklarung-von-minsk-im-wortlaut-vier-maechte-sollen-friedensplan-ueberwachen/11364196.html>, dernière consultation le 07/07/2022.
- Mayshev, Alexej (2022) : Russlands Offensive und die neue Welt, 26/02/2022, <https://bintel.org.ua/analytics/geopolitics/nastuplenie-rossii-i-novogo-mira/>, dernière consultation le 07/07/2022.
- Milmo, Dan (2022) : Anonymous: the hacker collective that has declared cyberwar on Russia, paru dans : The Guardian du 27/02/2022, <https://www.theguardian.com/world/2022/feb/27/anonymous-the-hacker-collective-that-has-declared-cyberwar-on-russia>, dernière consultation le 07/07/2022.
- Müller, Christian Th. (2021) : Clausewitz verstehen, Schöningh : Paderborn.
- Nations unies (1994) : Memorandum on security assurances in connection with Ukraine's accession to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons. Budapest, 5 December 1994, UNTS, Vol. 3007 I-52241, entré en vigueur le 5 décembre 1994, <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%203007/Part/volume-3007-I-52241.pdf>, dernière consultation le 07/07/2022.
- North Atlantic Treaty Organization (NATO) (2008) : Bucharest Summit Declaration, 3 avril 2008, 08/05/2014, https://www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_8443.htm, dernière consultation le 07/07/2022.
- Schmid, Ulrich (2016) : Technologien der Seele. Vom Verfertigen der Wahrheit in der russischen Gegenwartskultur, Suhrkamp : Francfort-sur-le-Main.
- Spannocchi, Emil/Brossolet, Guy (1977) : Verteidigung ohne Schlacht, Hanser : Munich.
- Tucker, Patrick (2015) : Ukraine's Drone Warriors (Nato Source), 10/03/2015, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/natosource/ukraine-s-drone-warriors>, dernière consultation le 07/07/2022.
- UNIAN (2008) : Text of Putin's speech at NATO Summit 2008, Bucarest, le 2 avril 2008, 18/04/2008, <https://www.unian.info/world/111033-text-of-putin-s-speech-at-nato-summit-bucharest-april-2-2008.html>, dernière consultation le 07/07/2022.
- Watling, Jack/Reynolds, Nick (2022) : Operation Z. The Death Throes of an Imperial Delusion (Royal Services Institute for Defence and Security Studies Special

Report 22/04/2022), <https://static.rusi.org/special-report-202204-operation-z-web.pdf>, dernière consultation le 07/07/2022.